|  |
| --- |
| **Etablissement français du sang – Ile-de-France**  Z.A. LEAPARK – Bâtiment B – 122-130, rue Marcel Hartmann – 94200 Ivry-sur-Seine  **Remplacement d'un système de gestion technique du bâtiment et mise au rebut**  **Procédure adaptée** Articles L2123-1, 1 et R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique    **Acte d’engagement valant cahier des CLAUSES PARTICULIERES (AE-CCP)** |

**Référence de la consultation :** **2025IDFR910**

**Marché n° :**

**SOMMAIRE**

[PARTIE 1 - DEFINITIONS 4](#_Toc208305063)

[PARTIE 2 - PREAMBULE – PRESENTATION DE L’EFS 6](#_Toc208305064)

[2.1. Les missions principales de l’EFS 6](#_Toc208305065)

[2.2. Les autres missions de l’EFS 7](#_Toc208305066)

[2.3. L’organisation de l’EFS 7](#_Toc208305067)

[PARTIE 3 - DISPOSITIONS TECHNIQUES 9](#_Toc208305068)

[3.1. Objet 9](#_Toc208305069)

[3.2. Lieu d’exécution et contexte des Prestations 9](#_Toc208305070)

[3.3. Interlocuteur unique 9](#_Toc208305071)

[3.4. Description des installations existantes 10](#_Toc208305072)

[3.5. Description des Prestations 13](#_Toc208305073)

[3.6. Délai d’intervention 19](#_Toc208305074)

[3.7. Mise au rebut de l’ancienne GTB 19](#_Toc208305075)

[3.8. Garantie 20](#_Toc208305076)

[3.9. Politique qualité de l’EFS-IDF 20](#_Toc208305077)

[3.10. Délais applicables 20](#_Toc208305078)

[PARTIE 4 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES 21](#_Toc208305079)

[4.1. Procédure de passation 21](#_Toc208305080)

[4.2. Marchés de services sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires 21](#_Toc208305081)

[4.3. Allotissement 21](#_Toc208305082)

[4.4. Forme 21](#_Toc208305083)

[4.5. Durée 22](#_Toc208305084)

[4.6. Langue d’exécution 23](#_Toc208305085)

[4.7. Respect des principes de la République 23](#_Toc208305086)

[4.8. Pièces constitutives 24](#_Toc208305087)

[4.9. Exécution 24](#_Toc208305088)

[4.10. Pénalités 29](#_Toc208305089)

[4.11. Sous-traitance 31](#_Toc208305090)

[4.12. Modifications 32](#_Toc208305091)

[4.13. Défaillance du Titulaire 34](#_Toc208305092)

[4.14. Règlement financier 34](#_Toc208305093)

[4.15. Confidentialité 38](#_Toc208305094)

[4.16. Responsabilité – Assurances 39](#_Toc208305095)

[4.17. Résiliation (articles L2195-1 et suivants du code de la commande publique) 39](#_Toc208305096)

[4.18. Exécution aux frais et risques 41](#_Toc208305097)

[4.19. Litiges 41](#_Toc208305098)

[4.20. Obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale 41](#_Toc208305099)

[4.21. Dérogations au CCAG-FCS 41](#_Toc208305100)

[PARTIE 5 - ACTE D’ENGAGEMENT *(PARTIE A COMPLETER PAR LE SOUMISSIONNAIRE)* 43](#_Toc208305101)

[5.1. Cet acte d'engagement correspond : 43](#_Toc208305102)

[5.2. Engagement du soumissionnaire ou du groupement d’opérateurs économiques 43](#_Toc208305103)

[5.3. Indication des contacts et signature du Marché par le soumissionnaire, candidat individuel, ou, en cas de groupement d’opérateurs économiques, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement, et indication des contacts 46](#_Toc208305104)

[5.4. Identification du pouvoir adjudicateur 48](#_Toc208305105)

[PARTIE 6 - DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR *(PARTIE A COMPLETER PAR L’EFS)* 49](#_Toc208305106)

# DEFINITIONS

Pour l’application et l’interprétation du présent document dans le cadre du présent marché public, les termes et expressions figurant ci-dessous ont la signification suivante. En ce qui concerne les termes et expressions ne contenant pas uniquement des majuscules, cette règle est applicable dès lors qu’ils sont utilisés avec une majuscule à la première lettre du premier mot (ex : « Bons de commande »).

**« AE-CCP »** : le présent acte d’engagement valant cahier des clauses particulières

**« CCAG-FCS »** : le [cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341), dans sa version approuvée par arrêté du 30 mars 2021

**« CTA »**: Centrale de Traitement d’Air

**« DCE »** : le dossier de consultation des entreprises

**« DPGF »** : la décomposition du prix global et forfaitaire

**« E-Attestations »** : la plateforme e-Attestations, plateforme de dématérialisation utilisée par l’EFS pour vérifier la conformité de la situation réglementaire de ses fournisseurs, pour lesquels l’utilisation de la plateforme est gratuite et disponible à l’adresse <https://www2.e-attestations.com/>

**« EFS »** : l’Etablissement français du sang, établissement public de l’Etat placé sous la tutelle du ministre chargé de la santé et constitué de treize établissements de transfusion sanguine (ETS) locaux, dont dix en métropole et trois en outre-mer

**« EFS-IDF »** : l’ETS d’Ile-de-France

**« ETS »** : établissement de transfusion sanguine, établissement local de l’EFS ne disposant pas de la personnalité juridique, dont les besoins sont coordonnés par le siège de l’EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l’EFS

**« Marché »** : le présent marché public, constitué des pièces contractuelles énumérées à l’AE-CCP

**« GPA »** : Garantie de parfait achèvement

**« GTB »**: Gestion Technique du Bâtiment

**« GTI »** : Garantie de temps d’intervention

**« GTR »** : Garantie de temps de rétablissement

**« IHM »** : Laboratoire ImmunoHématologie Moléculaire

**« MTI »**: Médicaments de Thérapies Innovante

**« NCR »** : une non-conformité régionale, laquelle est adressée au Titulaire en cas de manquement à ses obligations contractuelles

**« Prestations »** : les prestations (fournitures / services) objets du Marché définies aux clauses techniques particulières de l’AE-CCP

**« PSL »** : les produits sanguins labiles

**« RGPD »** : le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

**« Sous-traitant »** : une personne physique ou morale exécutant certaines parties du Marché autorisées à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement par l’EFS-IDF

**« Titulaire »** : le soumissionnaire auquel l’EFS-IDF a notifié le Marché

**« TA »**: Télégestion ALARMES

**« TC »**: Télégestion COMMANDES

**« TM »**: Télégestion MESURES

**« TOR »**: Tout ou Rien

**« UITC »**: Unité d’Ingénierie de Thérapie Cellulaire

**« ZAC »** : Zone à atmosphère contrôlée

# PREAMBULE – PRESENTATION DE L’EFS

Sous tutelle du ministère des affaires sociales et de la santé, l’EFS est un établissement public de l’Etat créé le 1er janvier 2000. Opérateur civil unique de la transfusion sanguine en France, l’EFS veille à la satisfaction des besoins en matière de produits sanguins labiles dans le respect des principes éthiques du don de sang. L’EFS est chargé de promouvoir le don du sang, les conditions de sa bonne utilisation et de veiller au strict respect des principes éthiques par l'ensemble de la chaîne transfusionnelle : un don de sang volontaire, bénévole et anonyme et en l'absence de profit.

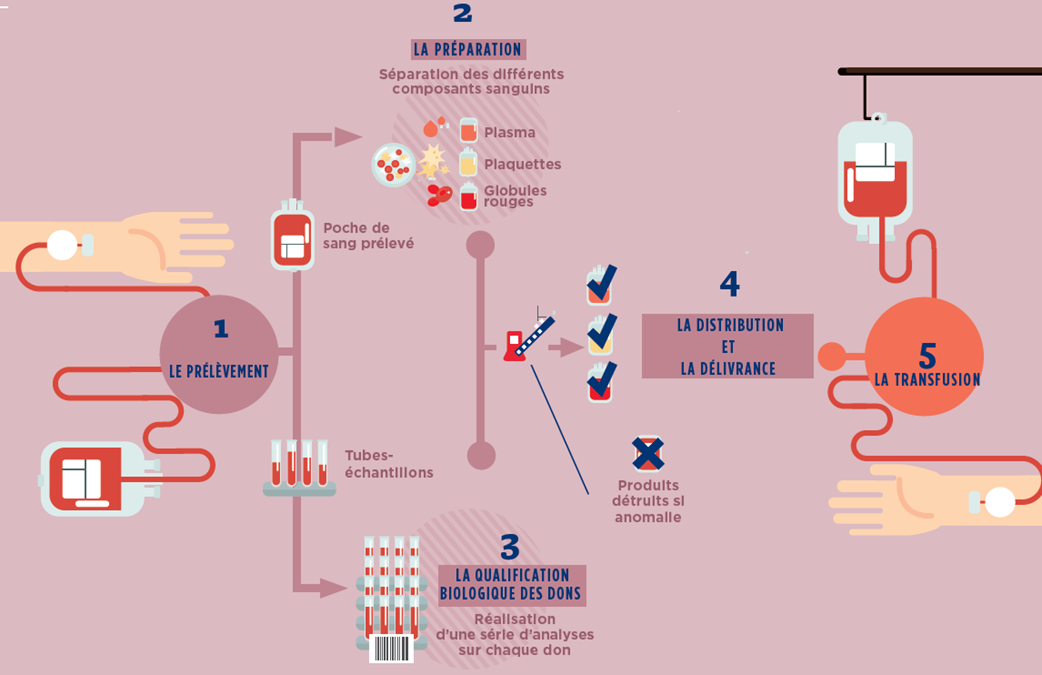
L’EFS participe à soigner 1 million de patients chaque année en approvisionnant 1 500 établissements de santé publics et privés en PSL issus de ces dons de sang éthiques.

Afin d’assurer une qualité optimale des produits sanguins préparés, l’EFS adapte en permanence l’activité de transfusion sanguine aux évolutions médicales, scientifiques et technologiques. Il veille au respect des bonnes pratiques transfusionnelles et au développement de la qualité pour tous les processus transfusionnels, de manière à assurer une qualité homogène sur l’ensemble du territoire.

L’EFS assure la gestion du service public transfusionnel et ses activités annexes.

## Les missions principales de l’EFS

Afin de mener à bien sa mission de service public, l’EFS bénéficie d’un monopole pour les activités de collecte du sang, de qualification biologique du don, de préparation, et de distribution des produits sanguins labiles aux établissements de soins privés et publics. Il organise ces activités ainsi que l’activité de délivrance et effectue le contrôle de qualité des produits sanguins.



*Parcours d’une poche de sang (ci-dessus)*

### Le prélèvement

Le prélèvement est assuré dans 127 sites fixes de prélèvement en France ainsi que dans le cadre de 40 000 collectes mobiles organisées chaque année. L'EFS collecte soit du sang total soit certains composants du sang (plasma, plaquettes).

### La préparation

La poche prélevée est dirigée vers un plateau de préparation. Le sang est séparé en ses différents composants par la centrifugation, puis déleucocyté (filtration des globules blancs véhiculant les virus et certaines bactéries). L'EFS compte 17 plateaux de préparation.

### Le contrôle qualité

Le contrôle qualité permet de vérifier la conformité des produits préparés par rapport à des références de caractéristiques réglementaires ou des spécifications préétablies.

### La qualification des dons

Au moment du prélèvement, des tubes sont également recueillis pour effectuer des tests immunologiques et sérologiques. La qualification permet de rechercher la présence des marqueurs viraux et de détecter toute anomalie du sang ou de ses composants. L'EFS compte 4 plateaux de qualification.

### La distribution et la délivrance

Après vérification de l'absence d'anomalies sur le don ou de réactions positives aux tests de dépistage, les produits sanguins sont distribués aux établissements de santé et attribués au patient sur prescription médicale nominative. La durée de vie des produits est variable : 5 jours pour les plaquettes, 42 pour les concentrés de globules rouges, plusieurs mois pour le plasma congelé.

## Les autres missions de l’EFS

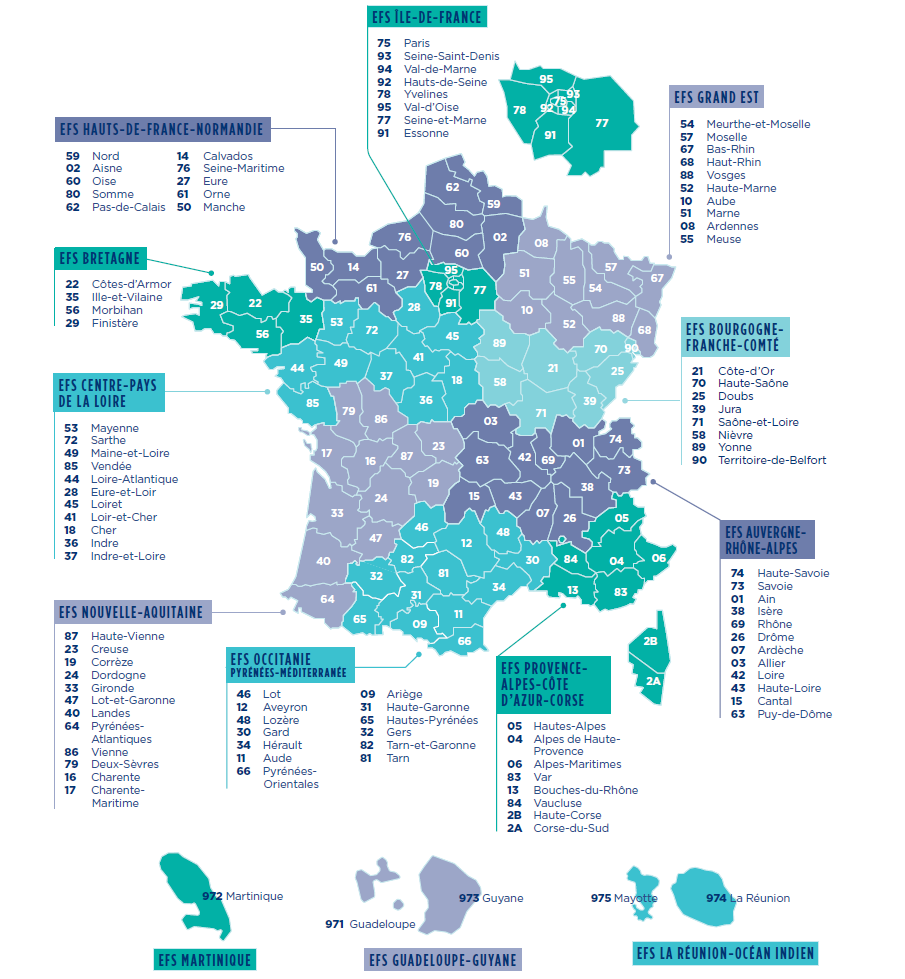
L'EFS a vocation à développer toute activité liée à la transfusion sanguine. Il peut à ce titre être autorisé à fabriquer, importer et exploiter des médicaments dérivés du sang.

L’EFS peut, en outre, à titre accessoire, être autorisé à exercer d'autres activités de santé dont des activités de soins et de laboratoire de biologie médicale. A ce titre l’EFS effectue des examens d'immunohématologie « receveur » afin de vérifier la compatibilité entre les caractéristiques du receveur et celles du produit qui lui est destiné.

L’EFS assure également l’approvisionnement en plasma du Laboratoire français de fractionnement et des biotechnologies (LFB) en vue de la fabrication de produits stables. A côté de ces activités de transfusion sanguine, l’EFS s’implique également dans d’autres activités comme l’ingénierie cellulaire, la biologie médicale, la banque de tissus...

## L’organisation de l’EFS

L’EFS est composé de 13 ETS, sans personnalité morale, répartis sur l’ensemble du territoire français.



Le Marché est passé pour les besoins de l’EFS-IDF.

# DISPOSITIONS TECHNIQUES

## Objet

Le Marché a pour objet le remplacement d’un système de gestion technique du bâtiment (GTB), comprenant l’acquisition, l’installation d’un nouvel automate et des postes de supervision associés, ainsi que la mise au rebut de l’ancien système GTB.

Les Prestations attendues dans le cadre du Marché sont décrites dans les paragraphes suivants des dispositions techniques.

Sont inclus dans le périmètre de ce Marché :

- la fourniture et l’installation du système de Gestion Technique du Bâtiment (GTB) (coffrages, passages des câbles, raccordements et nettoyage du chantier) ;

- la fourniture et l’installation des capteurs, des actionneurs, des cartes d’entrées, des cartes de sorties, des cartes de communication, un équipement réseau « switch » ;

- la fourniture, l’installation des postes de supervisions ainsi que les serveurs, les programmes et les logiciels associés ;

- la mise au rebut de la GTB désinstallée.

Le détail des installations GTB est présenté à l’article 5 du CCTP.

Les prestations attendues dans le cadre du Marché sont décrites à l’article 7 du présent CCTP.

## Lieu d’exécution et contexte des Prestations

Les installations du système (GTB) concerné son celles du site de l’Unité d’Ingénierie et de Thérapie Cellulaire (U.I.T.C.) situé au 5 rue Gustave Eiffel, 94017 Créteil cedex.

Le site comprend des locaux à usage tertiaire ainsi que des activités de laboratoires spécialisés (Immuno-Hématologie-Moléculaire), dont certains sont situés en zone à atmosphère contrôlée (ZAC), avec des empoussièrements de type classe D, C et B pour cette partie de laboratoires.

Les locaux classés sont regroupés au sein du périmètre pharmaceutique (autorisation établissement pharmaceutique 2025\_129\_1) répondant aux normes des bonnes pratiques de fabrication pharmaceutiques.

Afin d’assurer la sécurité des produits et des analyses réalisées sur l’ensemble de ce périmètre, le monitoring des utilités bâtimentaires et des zones classées est assuré 24/24h par un automate de gestion technique du bâtiment (GTB).

## Interlocuteur unique

Le Titulaire désigne en son sein un interlocuteur unique chargé des relations avec l’EFS-IDF et de l’exécution du Marché, ainsi qu’un suppléant en cas d’absence de ce premier.

Le Titulaire s’assure que l’adresse électronique communiquée à l’EFS-IDF est fiable ainsi que le numéro de téléphone de l’interlocuteur unique transmis. Le Titulaire ne peut se prévaloir de la défaillance de l’un des deux pour s’exonérer de ses obligations.

## Description des installations existantes

### Liste des équipements

Le détail des équipements composant la GTB à remplacer est présenté en annexe 1 de l’AE-CCP.

Ces équipements sont donnés à titre indicatif. Il est entendu que l’ensemble des matériels constituant les installations et habituellement nécessaires à leur bon fonctionnement doit être pris en considération, notamment mais de manière non-exhaustives :

* les capteurs ;
* les sondes ;
* les câbles électriques de raccordement jusqu’aux équipements surveillés ;
* chemins de câbles ;
* etc.

Il appartient au Titulaire de compléter, si nécessaire, cette liste, car Il ne saurait en aucun cas se prévaloir d’une quelconque omission ou imprécision pour refuser la fourniture d’un matériel indispensable au bon fonctionnement de la GTB. Toutefois le câblage dans les zones classées devra rester en l’état.

### Architecture de la GTB existante

#### Automates

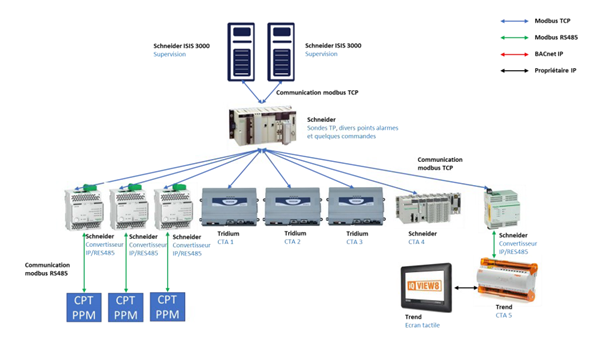
La supervision est assurée par deux postes de marque SCHNEIDER fonctionnant en parallèle.

La gestion des 5 centrales de traitements d’air (CTA) et des équipements associés est assurée par 5 automates de marques :

* TRIDIUM ;
* TREND ;
* SCHNEIDER.

Un automate de marque SCHNDEIDER (référence : TSX 573623) prend en charge la gestion de plusieurs sondes, d’informations TOR et quelques commandes. Il constitue le point central de cette installation. Les deux postes superviseurs communiquent exclusivement avec le TSX via Modbus TCP.

Les automates JACE TRIDIUM qui gèrent les CTA 1,2 et 3 sont équipés de serveurs WEB NIAGARA permettant d’accéder à des vues de supervision succinctes.



#### Supervisions déployées

Le tableau ci-dessous présente le détail des supervisions déployées sur le site de l’UITC :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Désignation | Type de points | Grandeurs mesurées | Locaux prinicpaux | Equipements |
| Système SCHNEIDER | TA, TM, TComptage | Températures, pressions, comptages, alarmes. | Laboratoires | CTA (X1) |
| Système NIAGARA | TA, TM, TComptage | Températures, comptages, alarmes. | Bureaux, laboratoires | CTA (X3) |
| Terminal TREND | TA, TM, TComptage, TC | Températures, pressions, comptages, alarmes. | Laboratoire | Uniquement CTA n°5 |
| Terminal SIEMENS | Ce terminal n’est pas raccordé à la GTB | | Administratif | CTA Administrative (X1) |
| Terminaux SCHNEIDER | Ces terminaux ne sont pas raccordés à la GTB | | Administratif | CTA Administrative (X3) |

A titre informatif, les GTB SCHNEIDER et NIAGARA (automates des CTA 1, 2 et 3) ne permettent pas des actions de commande sur les organes de régulation des CTA.

#### Traitement d’air

Des Centrales de Traitement d’Air (CTA) assurent le maintien de la température, de la pression et du renouvellement d’air des locaux.

Leur supervision est assurée par une application de marque NIAGARA.

Le tableau ci-dessous présente le détail par CTA présentes sur le site de l’UITC :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| CTA | Air neuf ou recyclé | Activités concernées | Locaux desservies |
| N°1 | Air Recyclé | MTI 1 | Production Mti 1 Salle L140/L141/L142/L143 |
| N°2 | Air Recyclé | Thérapie Cellulaire | L103/L104/L105/L117/L118/L119/L120/L125/L126 |
| N°3 | Air Recyclé | Thérapie Cellulaire | Zone Conventionnelle Labo +Salle Cryo |
| N°4 | Air Recyclé | IHM | Laboratoire + bureaux |
| N°5 | Tout air Neuf | MTI 2 | Production Mti 2 Salle L144/L145/L146/L147 |
| CTA SORBONNE | Air Recyclé | Inserm | Sorbonne |
| CTA BUREAU | Air Recyclé | Inserm | Bureau |
| CTA LABO P2 | Air Recyclé | Inserm | Laboratoire P2 |
| Administratif | Air Neuf | Administration 1er étage | Bureaux 1er étage |

#### Locaux et matériels de laboratoire sous GTB - SCHNEIDER

La GTB SCHNEIDER existante assure la surveillance des locaux et des salles de l’UITC.

Les points de télésurveillance concernent principalement les installations suivantes :

* cuves d’azotes (26 unités) : Températures et seuils (haut et bas) ;
* salles de classe D, C, B : Pressions Températures et seuils (haut et bas) ;
* delta de pression entre les zones classées
* IHM, Recherche : Températures ;
* salle de congélation : Température intérieure des équipements ;
* MTI : Incubateurs, réfrigérateurs, matériels biomédicaux ;
* réfrigérateurs, matériels biomédicaux ;
* recherches : congélateurs, réfrigérateurs, matériels biomédicaux ;
* CQ / Chambre froide : température intérieure ;
* divers : Température (intérieure, reprise), hygrométrie ;
* compteurs à particules ;
* remontées des utilités du bâtiment (groupe froid, onduleur, réservoir d’azote (niveau et pied de cuve), groupe électrogène, etc.

## Description des Prestations

### Description technique de la GTB

Il est entendu que la nouvelle GTB devra reprendre, à minima, la totalité des points et les paramétrages existants (télémesures, télésurveillances, alarmes, TOR, seuil haut, seuil bas).

#### Poste de supervision

Le Titulaire propose :

* Un poste de supervision principal ;
* Un poste de supervision secondaire.

Chaque poste de supervision est capable de dialoguer avec l’ensemble des systèmes de régulation existant. Les vues et informations récoltées doivent être identiques sur l’ensemble des postes de supervision.

Chaque poste est constitué d’un ordinateur standard sur lequel fonctionne l’application de supervision. Le logiciel de supervision doit utiliser une technologie ouverte et permettre la remontée libre de l’ensemble des points, sans limitation liée à la licence, afin d’accompagner toute évolution future sans surcoût.

Le superviseur graphique doit permettre l’exploitation des installations aussi bien localement qu’à distance, et fonctionner sous environnement Windows.

La structure du superviseur doit permettre de visualiser l’ensemble des données rattachées aux régulateurs présents sur le réseau, sans nécessiter de programmation spécifique.

##### Accès Web

La GTB doit permettre une consultation à distance des installations via un navigateur internet.

#### Superviseur graphique complet

Le superviseur doit permettre d’assurer les fonctionnalités suivantes :

* visualiser de manière conviviale des installations techniques, avec des animations dynamiques ;
* faire évoluer simplement les schémas grâce à une bibliothèque de symboles ou à la reprise de plans de type Autocad, etc. ;
* assurer la traçabilité des modifications des paramètres (points de consigne, horaires, etc.) ;
* gérer les alarmes techniques : affichage à l’apparition avec détails selon besoin, horodatage à la seconde, archivage en base de données, affichage automatique du schéma de l’installation en panne, filtrage des alarmes selon l’utilisateur, consultation des alarmes depuis un poste « client » connecté via navigateur web, renvoi d’alarmes par email ou vers un GSM (option avec abonnement spécifique), etc. ;
* gérer les horaires des installations (vacances scolaires, jours fériés, etc.) ;
* imprimer les données sous forme de tableaux ou de courbes ;
* archiver automatiquement les données (évolution des températures, pressions, consommations, DJU, ratios, etc.) en base de données ;

proposer un système de gestion des mots de passe avec différents niveaux d’accès, permettant de sécuriser l’accès à toutes les informations ou applications du logiciel.

#### Imagerie graphique

Toutes les informations qui relèvent des sondes et des entrées logiques (TOR) connectées aux matériels et équipements doivent être affichées sur des vues graphiques en couleur.

Le nombre de vues à réaliser est déterminé afin de permettre une exploitation simple et conviviale des installations. Au minimum une vue par équipement technique ou local technique doit être possible.

Pour les régulations terminales, il peut être créé une vue générique. Les informations nécessaires sont alors reportées sur les vues graphiques des différents étages.

Les différents enregistrements réalisés par les régulateurs doivent être accessibles sous forme graphique, directement depuis les vues, par un simple clic sur le point concerné.

Des vues spécifiques comportant des panneaux de commande permettent d’agir sur tous les paramètres de réglage de l’installation.

La modification des programmes horaires d’utilisation des différents équipements doivent être accessible en mode graphique.

#### Supervision d’alarmes, d’états de mesures de sécurité et de commandes

Compléments indispensables de l’exploitation, les fonctions de supervision comportent :

- la gestion de l’ensemble des alarmes : détection, aiguillage, impression, affichage automatique de vues graphiques, émission de fichiers audio, gestion des acquittements, exécution de traitements spécifiques, etc. ;

- le traitement des mesures (température, pression, humidité, comptage de particules) ;

- le pilotage des systèmes de régulation ou tout autre matériel (vannes, moteurs d’extraction, etc.) ;

- l’affichage des courbes de mesures ;

- l’envoi des télécommandes Tout ou Rien (TOR) ;

- le comptage les heures de fonctionnement ou de défaut ;

- l’édition des journaux d’événements.

Chaque action sur un poste est consignée par le système avec la date et l’identification de l’opérateur.

Lors d’un changement d’état d’une entrée, et en fonction de l’importance de l’événement, un message en clair est édité et visualisé sur un ou plusieurs postes d’exploitation. Ce message doit comporter au moins l’identification de l’information, le libellé en clair, l’état de l’entrée (normal, défaut, etc.), l’horodatage de l’apparition, et, le cas échéant, des consignes ou une édition de l’état de l’ensemble des informations contrôlées.

##### Courbes et tendances

Des courbes de mesures doivent pouvoir être tracées. Elles permettent aux opérateurs, à tout moment, d’afficher jusqu’à 10 informations simultanément sur une station de travail ou sur imprimante. Les courbes peuvent être visualisées en temps réel ou issues de l’archivage, à partir d’un instant initial défini par l’utilisateur.

L’affichage à l’écran se fait sous forme de courbes ou de tableaux. L’opérateur dispose d’un menu permettant de sélectionner l’échelle de temps de la fenêtre d’observation, de choisir d’observer des courbes superposées ou juxtaposées, de masquer ou de filtrer certaines courbes pour clarifier la visualisation. L’échelle des valeurs peut être optimisée automatiquement ou fixée manuellement pour une meilleure lisibilité.

L’opérateur peut visualiser les seuils d’alarmes paramétrés pour chaque valeur observée, en introduire de nouveaux, et mettre en évidence les dépassements ainsi que les valeurs extrêmes (affichage numérique des abscisses et ordonnées). Une fonction de zoom permet de mettre en évidence une portion de la courbe sélectionnée.

##### Qualification des sondes et capteurs.

Le système de GTB permet la qualification annuelle des sondes et capteurs des installations. La qualification consiste à vérifier la mesure de chaque sonde et capteur ainsi que le traitement de l’information par la GTB, à partir d’un équipement dit « étalon » qui permet de simuler la mesure, la consigne, etc.

La GTB doit faciliter , de manière non-exhaustive :

* la prise d’information des données récoltées ;
* le « pin » de chaque point, et plus particulièrement les points de mesures ;
* la modification du temps de réponse de la mesure ;
* la modification de la mesure (OFF SET) affichée sur la supervision
* le renvoi des alarmes avec le système MEMOGUARDE.

La programmation de la supervision permet de passer facilement en mode « qualification des installations de traitement d’air ».

Les capteurs et sondes concernés sont, de manière non exhaustive :

* sondes de température standards ;
* sondes de température actives (signal 4-20mA) ;
* sondes de températures de type PT100
* sondes combinées température & humidité ;
* sondes hygrométriques ;
* capteurs de détection CO2 ;
* sondes de qualité d’air ;
* sondes de pression et de de vitesse d’air ;
* capteurs de pression pour l’air ;
* capteurs de pression différentielle pour l’air ;
* télésignalisation des reports de bouteilles de gaz médicaux (O2, N2, Air comprimé, CO2).

##### Constitution d’archives

Les événements sont archivés dans l’ordre chronologique de leur apparition et selon leur priorité. L’utilisateur doit pouvoir extraire les informations recherchées à partir de critères tels que :

* regroupement géographiques ou appartenance à un même centre de regroupement fonctionnel ;
* état ;
* période de temps.

L’accès à l’historique doit également permettre la constitution de listes répondant aux critères ou combinaisons de critères suivants :

* par intervalle de date et d’heure ;
* par opérateur ;
* par type d’action.

Les événements et alarmes devront pouvoir être archivés sur des supports amovibles. L’utilisateur doit pouvoir sélectionner la fenêtre de temps à sauvegarder et appliquer un filtre multicritère sur les informations à archiver.

Cet archivage doit permettre :

* de reconstituer des courbes représentatives de l’évolution de plusieurs valeurs analogiques sur une période définie par l’opérateur ;
* d’éditer un listing retraçant l’évolution des valeurs.

Les données archivées doivent pouvoir être extraites avec le logiciel Excel de MICROSOFT®.

### Qualification du système

Le planning des installations est arrêté en commun accord entre le Titulaire, le service technique, le pôle biomédical et le personnel de l’UITC de l’EFS-IDF. En cas de non-respect de ce planning, le Titulaire peut se voir appliquer la pénalité correspondante telle qu’elle est reportée au CCAP.

Afin de garantir la continuité d’activité et la maîtrise des risques associés à l’exploitation de la GTB, le délai entre l’arrêt de la GTB existante et la mise en service du nouveau système de gestion n’excède pas 5 jours calendaires.

L’installation ainsi que la mise en service devra être effectuée dans les délais les plus courts possible et en tout état de cause, au maximum durant le 1er trimestre 2026. L’EFS-IDF se réserve la possibilité de réajuster la période et le temps d’arrêt du système en coordination avec l’activité du site. Le Titulaire doit impérativement respecter les modalités d’installation décrites dans son offre technique sous peine de se voir appliquer les pénalités prévues en cas de mauvaise exécution.

Le Titulaire s’engage à assurer, sur le site utilisateur, lors de l’installation et avec la collaboration des personnels de l’EFS-IDF, une qualification complète du système (QI/QO/QP). Chaque phase de qualification fait l’objet de la fourniture d’un rapport circonstancié.

L’ensemble des étapes de qualification ne pourra excéder 1 mois suite au démarrage des travaux d’installation.

#### Qualification lors de l’installation (QI)

Elle a pour objet de :

* vérifier que le système est correctement installé. Elle est réalisée selon un protocole qui décrit les responsabilités, les objectifs, les critères d’acceptation liés à la phase de QI. Les documents sont les scripts d’installation, le rapport de QI, les fiches d’incident ;
* Fournir la démonstration sur la base de l’AE-CCP, du bon de commande et de la norme NFX 60-200 (relative à la documentation à remettre par le fournisseur aux utilisateurs lors de l’installation d’un système ou équipement), que la documentation du fournisseur, à savoir les documents d’études, le plan d’implantation d’ensemble, le schéma de principe et les notes de calculs, la documentation technique de ses composants (documentation d’exploitation et de maintenance, les rapports de montage et d’essais, les certificats d’étalonnage) sont complets et utilisables par l’utilisateur ;

Vérifier par la documentation qu’un matériel, local ou système a été construit, assemblé, mis en place et raccordé conformément aux spécifications réglementaires et à celles du cahier des charges et que les recommandations du fournisseur ont été prises en compte.

#### Qualification opérationnelle (QO)

Elle a pour objet de :

* Vérifier l’adéquation entre la réponse du prestataire et les fonctionnalités du système. Elle est réalisée selon un protocole qui décrit les responsabilités, les objectifs, les critères d’acceptation liées à la phase de QO. Les documents sont les scénarios de tests, le rapport de QO, les fiches d’incident ;
* Fournir la démonstration, étayée par les documents précédemment définis lors de la qualification d’installation, que les composants du système ou du matériel à tester ou à mesurer (les automatismes, les systèmes d’acquisition de données, d’enregistrement, de régulation, les alarmes et les sécurités) fonctionnent de façon réductible dans les plages de performance prévues par l’utilisateur dans le cahier des charges, à la documentation du fournisseur et aux limites établies par les spécifications.

Cette qualification doit succéder à la qualification d’installation.

#### Qualification de performance

Elle a pour objet de :

* Vérifier et prouver que le matériel ou le système dans son ensemble et dans des conditions réelles d’utilisation fonctionne correctement et de façon reproductible et répond aux besoins exprimés dans le cahier des charges de l’utilisateur ;
* Vérifier et prouver à l’aide des tests appropriés que le système dans son ensemble et dans des conditions réelles d’utilisation fonctionne correctement et de façon reproductible et que le produit obtenu est conforme.

La qualification de performance suit la qualification opérationnelle ou est pratiquée conjointement à la qualification opérationnelle.

En complément des rapports de qualification, le Titulaire fournira suite à l’installation l’ensemble des documents techniques (manuel d’utilisation, schémas fonctionnels…) nécessaire à l’utilisation et à la maintenance du système.

Le système de gestion de la salle sera garanti pour une durée minimum d’un an. Le début de la garantie démarre après admission de la qualification de performance de l’EFS.

En cas de dysfonctionnement prolongé lors de cette phase, l’échéance de la garantie sera repoussée d’autant de jours.

Si la garantie est différente dans sa durée selon les composants du système complet, le Titulaire précisera clairement dans son offre la durée de garantie qu’il accorde à chacun des composants concernés.

La garantie comprend les interventions curatives (pièces détachées, main d’œuvre et déplacement) ainsi que la maintenance préventive.

Les interventions de maintenance sont classées en 5 niveaux selon les normes expérimentales FDX 60-000 et X60010.

### – Transmission du dossier des pièces techniques

A l’issue de l’installation, et pour rendre effective la réception des Prestations, le Titulaire adresse tous les documents relatifs à la GTB installée et tous les éléments qui y sont connectés réalisés sous format informatique. Tous les documents seront en Français.

Le dossier des pièces techniques comprend :

* les notices techniques détaillées des fournitures logicielles et matérielles ;
* les contrats de garantie, pièces et main d’œuvre ;
* les divers certificats et attestations des matériels (classement, conformités, etc) :
* les consignes de sécurités et d’exploitation des équipements ;
* le schéma de l’architecture informatique propre au site ;
* les schémas électriques définitifs de l’armoire sous format numérique – une copie des schémas électriques sera déposée dans l’armoire concernée ;
* le document d’analyse fonctionnelle définitif de l’automate ;
* les notes de calculs réalisées lors des études d’exécution ;
* les fiches d’auto-contrôles et les attestations de conformités ;
* les bordereaux de la mise au point incluant câblage et libellés ;
* les recettes informatiques pour les câbles réseau IP ;
* les manuels d’utilisation du système à la destination des intervenants pour la surveillance et pour la supervision ;
* l’attestation de formation des exploitants.

### Formation

A l’issue de l’installation et de la mise en service de la GTB, le Titulaire propose au personnel de l’EFS-IDF deux sessions de formation, dans un délai de 2 semaines suivant la mise en service de l’équipement.

La date des deux sessions est décidée en commun entre l’EFS-IDF et le Titulaire.

Une des sessions est dédiée :

* aux utilisateurs de la plateforme (niveau basique) : le Titulaire montre l’utilisation de l’équipement telle que les connexions et l’utilisation du logiciel ;
* aux services techniques (niveau expert) : le Titulaire montre l’utilisation de l’équipement telle que les connexions à distance permettant d’accéder aux informations de l’automate en cas d’alarmes et les éléments permettant aux techniciens de maintenance d’effectuer la qualification annuelle.

## Garantie

La garantie porte sur la GTB (automate et pièces détachées associées mentionnées aux article 3 et 6.1 du CCTP) et les postes de supervision livrés et installés par le Titulaire.

Elle couvre toutes les interventions, y les déplacements, la main d’œuvre, la fourniture des pièces détachées défectueuses, rendues nécessaires du fait d’un dysfonctionnement empêchant le fonctionnement normal de la GTB ou, le cas échéant, la fourniture d’un nouveau système de GTB si le problème n’est pas réparable.

La durée de garantie de chacune des composantes est au moins égale aux délais minimums réglementaires. Dans le cas où le Titulaire s’est engagé à des délais de garantie supérieurs dans sa proposition technique, ces délais seront applicables.

Tout matériel ou pièces détachées remplacés ou remis en état dans le cadre de cette garantie ou de la maintenance bénéficie d’un nouveau délai de garantie égal au délai de garantie initial, à compter de sa date de remplacement ou de remise en état.

## Délai d’intervention pendant la période de garantie

Le Titulaire s’engage à répondre 7 jours sur 7, 24 heures sur 24 à une demande d’intervention afin de remédier à tout incident perturbant le fonctionnement des appareils et notamment toute panne ou défaillance quelconque.

* GTI : 4 heures à compter de la transmission de la demande par le mode de communication défini au préalable avec l’EFS-IDF (appel, mail, interface web).
* GTR (remise en état de fonctionnement normal de la GTB) :
  + Sans remplacement de pièces : 2 jours ouvrés
* Avec remplacement de pièces : 3 jours ouvrés

Si le Titulaire ne peut tenir ces délais d’intervention et de remise en état, il en présente la raison à l’EFS IDF qui peut valider ou non le motif invoqué.

## Mise au rebut de l’ancienne GTB

Dans le cadre du remplacement de la GTB existante, le Titulaire prend en charge la mise au rebut du système de Gestion Technique du Bâtiment désinstallé. Il s’engage à respecter la législation relative à la gestion des déchets électroniques.

Les déchets liés aux interventions sont détruits via des filières spécifiques.

## Politique qualité de l’EFS-IDF

Dans le souci d’une amélioration constante des performances des sites transfusionnels de l’EFS-IDF, il est mis en place un système d’évaluation et de suivi des Prestations basé sur l’analyse d’indicateurs de qualité. Des informations issues de ce système d’évaluation et de suivi sont régulièrement adressées par l’EFS-IDF au Titulaire.

Toute anomalie constatée (non-respect des délais ou des modes opératoires, défaut de traçabilité, etc.) par l'EFS-IDF peut faire l'objet de la rédaction d'une fiche de déclaration de NCR.

Le Titulaire s’engage à répondre aux fiches qui lui sont transmises dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de leur envoi. Les actions curatives nécessaires à la résolution du problème doivent être planifiées.

Parallèlement, le Titulaire accepte la réalisation d’audits de ses Prestations et s’engage à :

* Tenir l’EFS-IDF informé des démarches engagées ou envisagées en matière d’assurance de la qualité et lui faire parvenir les documents s’y rapportant ;
* Fournir, le cas échéant, toutes les pièces relatives au processus d’approvisionnement, de fabrication, de contrôle de la qualité et de livraison mis en œuvre par les sous-traitants auxquels il recourt ;
* Maîtriser les différents maillons de la chaîne de production et de distribution afin de produire un produit de qualité ;
* Actualiser et transmettre à l’EFS-IDF les documents et informations relatifs aux fournitures.

## Délais applicables

Les délais mentionnés dans les clauses techniques particulières sont les délais contractuels applicables, hormis dans le cas où le Titulaire s’est engagé dans sa proposition technique à des délais plus favorables à l’EFS-IDF. Dans ce cas, ces derniers sont les délais contractuels applicables.

# DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

## Procédure de passation

Le Marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1, 1° et R2123-4 à R2123-7.

## Marchés de services sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires

Sans objet.

## Allotissement

La procédure n’est pas allotie.

## Forme

Le Marché est à prix global et forfaitaire (article R2112-6, 2° du code de la commande publique).

## Durée

Le Marché est conclu pour une durée ferme partant de la date de notification et jusqu’à la date de fin de la période de garantie, le cas échéant prolongée.

## Langue d’exécution

### Principe

La langue dans laquelle est exécuté le Marché est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S’ils ne sont pas rédigés en français, les documents du Marché sont accompagnés d’une traduction en français.

### Obligations du Titulaire en matière d’interprétariat

En application des dispositions de l’article R4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d’une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d’autre part la bonne exécution des Prestations attendues par le personnel affecté à l’exécution du Marché, le Titulaire peut être tenu, suite à l’information préalable de l’EFS-IDF, de veiller à l’intervention d’un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d’interprétariat se fait aux seuls frais du Titulaire.

### Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d’un interprète, l’EFS-IDF désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs sont comptabilisés comme pénalités au titre de l’article afférent de l’AE-CCP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation pour faute du Marché peut être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

## Respect des principes de la République

Sans objet.

## Pièces constitutives

Par dérogation à l’article 4 du CCAG-FCS, le Marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l’ordre d’importance décroissant suivant :

* L’AE-CCP, son annexe financière et son annexe 1 listant les équipements ;
* Le CCAG-FCS ;
* La proposition technique du Titulaire.

Par dérogation à l’article 1er du CCAG-FCS, le CCAP ne prévoit pas d’article récapitulant les dérogations au CCAG-FCS.

Hormis le CCAG-FCS, l’exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par l’EFS-IDF, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG-FCS applicable bien qu’il ne soit pas matériellement joint au DCE.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des pièces contractuelles d’importance supérieure est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la proposition technique puis durant l’exécution du Marché n’est admise. Le Titulaire s’engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du Marché désignées au présent article.

## Exécution

### Développement durable

#### Obligations environnementales

Le Titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des fournitures proposées. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l’EFS-IDF, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le Titulaire privilégie le transport groupé des fournitures objet du Marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

### Modalités d’exécution du marché à prix global et forfaitaire

La notification du Marché vaut ordre de service de démarrage des Prestations.

### Transport et livraison des fournitures

#### Lieux de livraison des fournitures

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les fournitures commandées doivent être livrées en Ile-de-France. Le Titulaire fait son affaire du choix d’un transitaire.

#### Transport des fournitures

Le transport des fournitures jusqu’aux lieux de leur livraison et les opérations de déchargement s’effectuent aux frais et risques du Titulaire.

La traçabilité de la chaîne de transport est de la responsabilité du Titulaire jusqu’au point de livraison.

Dans l’hypothèse où le Titulaire n’assure pas directement la livraison des fournitures, il apporte la preuve qu’une police d’assurance garantissant la responsabilité civile du transporteur est applicable aux activités qui lui sont confiées.

##### Les certificats de contrôle

Le Titulaire s’engage à ne livrer que des fournitures dûment contrôlées, validées et libérées par ses soins conformément aux contrôles qualité qu’il a décrits dans sa proposition technique.

#### Vérification et admission des fournitures

Sous réserve des stipulations de l’AE-CCP, les opérations de vérification et d’admission des fournitures se déroulent dans les conditions décrites aux articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

##### Admission

L’EFS-IDF dispose d’un délai de 15 jour calendaires à compter de la dernière opération de qualification de performance pour notifier expressément au Titulaire, par tout moyen permettant de disposer d’une date certaine, de sa décision d’admission, d’ajournement ou de rejet des fournitures. Le silence gardé par l’EFS-IDF à l’issue de ce délai vaut décision implicite d’admission.

Sous réserve des stipulations figurant à l’AE-CCP, les modalités d’ajournement ou de rejet sont celles décrites aux articles 30.2 et 30.4 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l’article 30.4 du CCAG-FCS, la non-conformité documentée de l’équipement ou de l’une de ses composantes, découverte à l’occasion de son utilisation, et notamment consécutive à la baisse de ses performances, entraîne son rejet automatique après constat contradictoire des parties. Le Titulaire est responsable de l’ensemble des conséquences induites par la non-conformité avérée de l’équipement ou de l’une de ses composantes.

Par dérogation à l’article 30.4.3 du CCAG-FCS, la décision l’EFS-IDF, notifiée au Titulaire, fixe le délai dans lequel les fournitures ajournées et rejetées doivent être enlevées.

Les frais de manutention et de transport entraînés par l’ajournement ou le rejet des fournitures ainsi que toute nouvelle livraison à la demande expresse l’EFS-IDF sont supportés par le Titulaire.

##### Capacité du titulaire à livrer de nouvelles quantités

Le Titulaire s’engage sur un délai qui lui est nécessaire pour fournir de nouveaux lots de fournitures en cas de retrait d’un de ses lots de production.

#### Vérification et admission des services

Sous réserve des stipulations de l’AE-CCP, les opérations de vérification et d’admission des services s’effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

## Pénalités

En cas d’application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Prestations non réalisées.

### Pénalités de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux délais indiqués à l’AE-CCP ou, si le Titulaire s’est engagé dans sa proposition technique à des délais inférieurs, à ces derniers.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de l’EFS-IDF.

Par dérogation à l’article 14.1.2 du CCAG-FCS, aucun montant plafond d’application des pénalités de retard n’est prévu.

Par dérogation à l’article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité pour cause de non-atteinte d’un montant plancher n’est prévue.

En cas de résiliation du Marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu’à la veille incluse de la date d’effet de la résiliation.

Par dérogation à l’article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités applicables sont les suivantes.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Article référent de l’AE-CCP | Cause de la pénalité | Montant unitaire de la pénalité en euros HT |
| 3.5.2 | Non-respect du délai pour effectuer la qualification à l’installation (QI) | 50€ par jour ouvré de retard |
| 3.5.2 | Non-respect du délai pour effectuer la qualification opérationnelle (QO) | 50€ par jour ouvré de retard |
| 3.5.2 | Non-respect du délai pour effectuer la qualification de performance (QP) | 50€ par jour ouvré de retard |
| 3.7 | Non-respect du délai de GTI | 100 € par heure de retard |
| 3.7 | Non-respect du délai de GTR | 100 € par heure de retard |

### Pénalités pour mauvaise exécution

Sont notamment constitutifs de mauvaise exécution :

* Le non-respect du planning d’installation ;
* Le non-respect des modalités d’installation et du temps d’arrêt indiqués dans l’offre du Titulaire.

Chacun des manquements précités est susceptible d’entrainer l’application d’une pénalité de 300 euros HT par heure de retard.

Pour tout autre manquement du Titulaire dans l’exécution des Prestations, et notamment la non-transmission des coordonnées de la personne en charge de l’EFS-IDF en cas d’absence de l’interlocuteur unique, l’EFS-IDF pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 150 euros HT par manquement constaté.

### Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d’interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d’interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l’interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour l’EFS-IDF, assortie d’une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de carence constaté.

## Sous-traitance

En application des articles L2193-4, R2193-3 et R2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout Sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du Marché être déclaré à l’EFS-IDF afin d’être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir à l’EFS-IDF une déclaration de sous-traitance (de préférence via le formulaire DC4) mentionnant notamment :

1. La nature des prestations sous-traitées ;
2. Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l’adresse du Sous-traitant proposé ;
3. Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au Sous-traitant ;
4. Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
5. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant équivalentes à celles demandées au titulaire

Le Titulaire remet également à l’EFS-IDF une déclaration du sous-traitant indiquant qu’il ne tombe pas sous le coup d’une interdiction d’accéder aux marchés publics.

Si le montant des Prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du Sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

La sous-traitance dans le cadre du Marché ne peut concerner que les prestations d’installation ou de maintenance.

## Modifications

### Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer l’EFS-IDF par écrit dans les plus brefs délais.

Le Marché ne pourra en aucun cas faire l’objet d’une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable de l’EFS-IDF. De même, le transfert du Marché à un autre opérateur économique suite à une opération de restructuration du Titulaire ne peut s’opérer de plein droit sans agrément préalable de l’EFS-IDF.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer l’EFS-IDF dans les plus brefs délais et produire l’ensemble des documents et renseignements suivants, concernant l’opérateur économique à qui le Marché est cédé :

- Une copie de l’acte relatif à l’opération de restructuration définitif déposé au greffe du tribunal de commerce territorialement compétent ;

- Une copie de l’annonce légale relative à l’acte précité ;

- Une attestation fiscale ;

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (article D8222-5 du code du travail) ;

- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail (article D8254-4 du code du travail) ;

- Une attestation d’assurance relative à la responsabilité civile professionnelle en cours de validité établie par la compagnie d’assurance de l’opérateur économique ;

- Le pouvoir de la personne habilitée à engager l’opérateur économique ;

- Un relevé d’identité bancaire ;

- Un numéro unique d’identification permettant à l’EFS-IDF d’accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

La cession du Marché acceptée par l’EFS-IDF fait l’objet d’un avenant constatant le transfert du Marché au nouveau Titulaire conclu entre l’EFS-IDF, le cessionnaire et le cas échéant le Titulaire cédant.

### Clauses de réexamen

En application des articles L2194-1, 1° et R2194-1 du code de la commande publique, le Marché comporte les clauses de réexamen indiquées ci-après. La mise en œuvre de ces clauses n’entraîne pas la conclusion d’avenants.

#### Circonstances imprévues

En application de l’article R2194-1 du code de la commande publique, dans le cas de la survenance de circonstances imprévues qu’un acheteur ne pouvait pas prévoir, l’EFS-IDF peut :

- Emettre un ordre de service auprès d’un autre fournisseur en cas d’impossibilité pour le Titulaire d’exécuter les Prestations, dans la limite fixée à l’article R.2194-5 du code de la commande publique ;

- Accepter temporairement un rallongement des délais d’exécution du Marché.

Pour l’application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit à l’EFS-IDF les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le Marché.

Si l’EFS-IDF accepte ces éléments explicatifs, le service des achats et des affaires juridiques de l’EFS-IDF en notifie leur acceptation au Titulaire et lui précise les délais temporairement applicables.

### Suspension du Marché en cas de circonstances imprévisibles

Dans ce cas il est fait application de l’article 24 du CCAG-FCS.

### Evolutions administratives

Au cours de l’exécution du Marché, le Titulaire informe par écrit l’EFS-IDF de toute modification de désignation ou de référence de Prestations objets du Marché.

L’EFS-IDF prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu’il soit nécessaire d’établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n’a pour objet que la stricte correction d’une erreur matérielle dans la désignation ou dans l’indication des références de la Prestation considérée, ou l’attribution d’une nouvelle référence à cette Prestation, dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

### Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai l’EFS-IDF de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Prestations.

Sur la base des informations transmises, l’EFS-IDF décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, l’EFS-IDF peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Prestations nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision de l’EFS-IDF.

A l’exception des cas de mise à disposition de nouvelles fournitures, toute évolution technologique acceptée par l’EFS-IDF, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les prix du Marché.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou toute introduction de nouvelles Prestations dans le cadre du Marché donnent lieu à la conclusion d’un avenant.

Toute modification acceptée par l’EFS-IDF donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire à l’EFS-IDF.

## Défaillance du Titulaire

Par dérogation à l’article 45.1 du CCAG-FCS, en cas d'inexécution, de retard ou d'exécution partielle des Prestations, pour quelque motif que ce soit, et faute d’accord entre les deux parties, l’EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu’une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

## Règlement financier

### Contenu des prix

Les prix du Marché sont les prix, exprimés en euros hors taxes et toutes taxes comprises, mentionnés dans la partie « ACTE D’ENGAGEMENT » de l’AE-CCP. La taxe sur la valeur ajoutée est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison de l’équipement.

Les prix sont entendus franco de port et d’emballage et comprennent les coûts afférents aux Prestations.

Ils sont réputés comprendre :

* Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les Prestations ;
* Les frais de formation initiale à l’utilisation des fournitures ;
* Tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l’emballage, à la manutention, à l’assurance, au stockage, et au transport jusqu’au lieu de livraison ;
* Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des Prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

### Forme des prix

Le Marché est conclu au prix global et forfaitaire indiqué dans la partie « ACTE D’ENGAGEMENT » de l’AE-CCP.

### Evolution des prix

Les prix sont fermes pour la durée totale du Marché.

### Avance

Sauf refus exprès du Titulaire mentionné dans l’AE-CCP, une avance lui est versée lorsque les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 et aux articles R2191-15 à R2191-18 du code de la commande publique sont réunies.

Par dérogation à l’article 11.1 du CCAG-FCS, le taux de l’avance est de 10 %.

Le remboursement de l’avance s’opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du Marché conformément aux articles R2191-11, R2191-12, R2191-14 et R2191-19 du code de la commande publique.

### Modalités de facturation et de règlement

#### Terme

La facture est adressée à terme échu après la décision d’admission de l’équipement.

#### Contenu

Le Titulaire transmet à l’EFS-IDF un exemplaire d’une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

* Les nom et adresse du créancier ;
* Le numéro du Marché ;
* Le cas échéant, le numéro du Bon de commande ;
* Le cas échéant, le numéro du bon de livraison ;
* La quantité et la désignation des Prestations réalisées ;
* Le montant hors TVA des Prestations ;
* Le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
* Le montant total TTC ;
* La date de facturation.

#### Dématérialisation

Conformément à l’article L2192-1 du code de la commande publique, les titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l’Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l’Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par l’EFS-IDF, sont adressées à l’EFS-IDF par l’utilisation du numéro de SIRET, lequel est 428 822 852 01811.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l’EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro du Bon de commande (s’il existe) et le numéro du Marché sont à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures est transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l’informant notamment des statuts suivants :

* « Facture rejetée », en cas de refus par l’EFS de la facture émise ;
* « Facture suspendue », en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement ; ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par l’EFS.

### Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de 60 jours à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l’EFS-IDF.

Si la réception de la facture est antérieure à l’acceptation de la livraison des fournitures, le point de départ du délai de paiement correspond à la date d’admission de la livraison des fournitures.

Si, à l’issue des opérations d’admission, les Prestations ne sont pas admises ou si elles sont rejetées à la suite d’une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies à l’AE-CCP, elles donnent lieu à un avoir.

L’EFS-IDF se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

### Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d’une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l’objet d’une notification au Titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d’attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s’opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu’à la réception par l’EFS-IDF de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l’article R2192-29 du code de la commande publique.

### Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d’une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d’un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l’expiration du délai global jusqu’à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d’intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d’un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l’exécution des Prestations qui lui incombent en application du Marché.

### Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s’effectuent conformément aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation à l’article 4.1.2 du CCAG-FCS, seules sont notifiées au Titulaire la copie de l’AE-CCP.

Par dérogation à l’article 4.2.2 du CCAG-FCS, l’EFS-IDF délivre uniquement l’exemplaire unique en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

## Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l’EFS-IDF au Titulaire restent la propriété de l’EFS.

Tant pendant la durée du Marché qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l’occasion de l’exécution du Marché.

Au terme du Marché, le Titulaire s’engage, après s’être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l’ensemble des documents et informations mis à disposition par l’EFS-IDF.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s’engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d’empêcher qu’elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

### Obligations du Titulaire

Le Titulaire s’engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

* Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d’informations qui lui seraient confiés, à l’exception des copies nécessaires pour les besoins de l’exécution des Prestations et à la condition que l’EFS-IDF ait donné son accord préalable ;
* Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au Marché ;
* Ne pas divulguer ces documents ou informations à d’autres personnes, qu’il s’agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
* Prendre toutes mesures permettant d’éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d’exécution du Marché ;
* Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l’intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du Marché ;
* Au terme du Marché, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
* Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire à accès dans le cadre du Marché ;
* Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du Marché :
  + S’engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  + Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L’EFS-IDF se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s’engage à ne pas sous-traiter l’exécution des Prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de Marché sans l’accord préalable de l’EFS-IDF.

### Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L’EFS-IDF peut prononcer la résiliation immédiate du Marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## Responsabilité – Assurances

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des Prestations. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l’égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des Prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les Sous-traitants désignés au Marché doivent justifier au moment de la notification du Marché, puis en cours d’exécution, au moyen d’une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l’étendue de la garantie, de la date d’expiration des garanties prévues au contrat, d’une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu’ils encourent vis-à-vis des tiers et de l’EFS en cas d’accident ou de tous dommages causés à l’occasion de l’exécution du Marché.

L’attestation doit être remise dans le délai de 15 jours après demande de l’EFS-IDF au Titulaire.

## Résiliation (articles L2195-1 et suivants du code de la commande publique)

### Résiliation pour motif d’intérêt général

L’EFS-IDF peut mettre fin à tout moment à l’exécution du Marché, pour tout motif d’intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Est notamment constitutif d’un motif d’intérêt général la conclusion d’un marché public sur des prestations identiques ou incluant l’objet du Marché pour répondre aux besoins de l’ensemble des ETS, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire, y compris dans le cas où ce dernier n’est pas l’attributaire dudit marché public national.

Par dérogation à l’article 42 du CCAG-FCS, dans la mesure où le Marché ne comporte pas d’engagement minimum contractuel, aucune indemnité n’est due dans ce cas.

### Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l’EFS-IDF peut procéder à la résiliation du Marché, en application de l’article 41 du CCAG-FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

* Faute du Titulaire ou incapacité manifeste et durable de celui-ci à satisfaire à l’exécution de ses obligations, constatée par l’EFS-IDF ;
* Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées à l’AE-CCP ;
* Non-rectification d’un des motifs d’irrégularité décrit aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail dans un délai de 15 jours suivant la mise en demeure adressée par l’EFS-IDF au Titulaire ;
* Non-fourniture ou non-rectification d’une inexactitude, dans un délai de 15 jours suivant la mise en demeure adressée par l’EFS-IDF au Titulaire (sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles), des documents mentionnés à l’article de l’AE-CCP relatif aux obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale.

L’EFS-IDF peut résilier le Marché à la condition d’avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués, et que la mise en demeure soit restée infructueuse.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de la décision de résiliation.

### Résiliation pour événements liés au Marché

Conformément à l’article 40.1 du CCAG-FCS, l’EFS-IDF peut résilier le Marché dans les deux cas suivants :

* Lorsque le Titulaire rencontre, au cours de l'exécution des Prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du Marché ;
* Lorsque le Titulaire est mis dans l’impossibilité d’exécuter le Marché du fait d’un évènement ayant le caractère de force majeure.

## Exécution aux frais et risques

L’EFS-IDF se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l’exécution de tout ou partie des Prestations aux frais et risques du Titulaire, dans les cas et selon les modalités prévues à l’article 45 du CCAG-FCS et à l’article de l’AE-CCP relatif à la défaillance du Titulaire.

## Litiges

L’EFS-IDF et le Titulaire conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l’obtenir, de s’en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges respectifs.

## Obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale

En application des obligations imposées par les articles L8222-1 et R8222-1 du code du travail, le Titulaire transmet à l’EFS-IDF tous les six mois et jusqu’à la fin de l’exécution du Marché les pièces mentionnées ci-après. Cette transmission est requise y compris pour les éventuels membres du groupement non mandataires et les éventuels sous-traitants.

### Titulaire établi en France

Le Titulaire établi en France remet les pièces suivantes (article D8222-5 du code du travail) :

* Une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l’URSSAF ;
* Une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l’impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
* Un numéro unique d’identification permettant à l’acheteur d’accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

La transmission s’effectue via E-Attestations.

### Titulaire établi à l’étranger

Le Titulaire établi à l’étranger remet les pièces qui résultent de la réglementation d'effet équivalent de son pays d'origine et celles qui lui sont applicables au titre de son activité en France (articles L8222-4, D8222-7 et D8222-8 du code du travail).

# ACTE D’ENGAGEMENT *(PARTIE A COMPLETER PAR LE SOUMISSIONNAIRE)*

## Cet acte d'engagement correspond :

à l’ensemble du Marché.

à l’offre de base.

## Engagement du soumissionnaire ou du groupement d’opérateurs économiques

### Identification et engagement du soumissionnaire ou du groupement d’opérateurs économiques

* *(Le soumissionnaire coche les cases correspondantes.)*

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du Marché énumérées à l’AE-CCP et conformément à leurs clauses :

Le signataire

s’engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro* ***SIREN/SIRET****]*

engage la société ……………………… sur la base de son offre ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro* ***SIREN/SIRET****]*

* L’ensemble des membres du groupement s’engagent, sur la base de l’offre du groupement ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro* ***SIREN/SIRET****.]*

### Identification du (ou des) sous-traitant(s)

En cas de présentation d’un ou de plusieurs sous-traitants, le soumissionnaire fournit à l’appui de l’AE une déclaration de sous-traitance (DC4) pour chacun des sous-traitants.

### Prix

Le soumissionnaire s’engage sur la base du prix global et forfaitaire suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| Montant total HT | € |
| Taux de la TVA[[1]](#footnote-1) | % |
| Montant total TTC | € |

### Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations

*(En cas de groupement d’opérateurs économiques.)*

Pour l’exécution du Marché, le groupement d’opérateurs économiques est :

* conjoint OU  solidaire

*(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d’entre eux s’engage à réaliser.)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Désignation des membres  du groupement conjoint | Prestations exécutées par les membres  du groupement conjoint | |
| Nature de la prestation | Montant HT  de la prestation |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

### Compte(s) à créditer

***Le soumissionnaire remplit ci-dessous le nom de l’établissement bancaire et le numéro de compte complet, il joint à son offre un ou des relevé(s) d’identité bancaire ou postal ; il vérifie que l’IBAN est clairement mentionné sur le document transmis.***

***Dans l’hypothèse de compte bancaire domicilié à l’étranger, le soumissionnaire transmet à l’EFS une domiciliation bancaire au format international SWIFT.***

**** Nom de l’établissement bancaire :

**** Numéro de compte :

### Régime fiscal lié aux fournitures et services objets du Marché

*(Le soumissionnaire obtient l’information auprès de son service comptable).*

Le soumissionnaire a opté pour le régime des débits :  oui  non

Le soumissionnaire indique le taux de TVA applicable aux fournitures et services objets du Marché : ……

Le soumissionnaire indique, le cas échéant, son numéro d’agrément de formation continue : ………………

Le cotraitant a opté pour le régime des débits :  oui  non

Le cotraitant indique le taux de TVA applicable aux fournitures et services objets du Marché : ……

Le cotraitant indique, le cas échéant, son numéro d’agrément de formation continue : ………………

### Avance (article R2191-5 du code de la commande publique)

Je renonce au bénéfice de l'avance :

NON  OUI

*(Le soumissionnaire coche la case correspondante.)*

### Délai de validité de l’offre

Le présent engagement me lie pour le délai de validité de l’offre indiqué dans le règlement de la consultation.

## Indication des contacts et signature du Marché par le soumissionnaire, candidat individuel, ou, en cas de groupement d’opérateurs économiques, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement, et indication des contacts

### Contacts du soumissionnaire

**Contact(s) du soumissionnaire (coordonnées des personnes chargées de la passation et de l’exécution du marché public : interlocuteur commercial, technique, qualité, administratif (facturation)) :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom, prénom et fonction** | **Coordonnées téléphonique (numéro fixe, mobile, fax) et électronique (mail)** |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

### Signature du Marché par le soumissionnaire individuel

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom, prénom et qualité**  **du signataire (\*)** | **Lieu et date de signature** | **Signature** |
|  |  |  |

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.

### Signature du Marché en cas de groupement

Les membres du groupement d’opérateurs économiques désignent le mandataire suivant *(article R.2142-24 CCP)*:

*(Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire).*

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :

*(Le soumissionnaire coche la case correspondante.)*

* conjoint OU  solidaire

Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe l’AE :

*(Le soumissionnaire coche la (ou les) case(s) correspondante(s).)*

pour signer l’AE en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l’EFS-IDF et pour coordonner l’ensemble des Prestations ;

*(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)*

pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du Marché ;

*(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)*

ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

Les membres du groupement, qui signent l’AE :

*(Les membres du groupement cochent la case correspondante.)*

donnent mandat au mandataire, qui l’accepte, pour les représenter vis-à-vis de l’EFS-IDF et pour coordonner l’ensemble des Prestations ;

donnent mandat au mandataire, qui l’accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du Marché ;

donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :

*(Donner des précisions sur l’étendue du mandat.)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom, prénom et qualité**  **du signataire (\*)** | **Lieu et date de signature** | **Signature** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.

## Identification du pouvoir adjudicateur

### Désignation du pouvoir adjudicateur

Établissement français du sang – Ile-de-France  
Z.A. LEAPARK – Bâtiment B  
122-130, rue Marcel Hartmann  
94200 Ivry-sur-Seine  
Tél. : 01 43 90 50 00  
Fax : 01 43 90 50 50  
Mail : [marches-publics.idf@efs.sante.fr](mailto:marches-publics.idf@efs.sante.fr)  
SIRET : 428 822 852 01811

### Nom, prénom, qualité du signataire du Marché

Monsieur le Directeur de l’établissement de transfusion sanguine d’Ile-de-France, Stéphane NOËL, nommé par décision du Président de l’EFS n° N 2021.43 du 17 décembre 2021, conformément à l’article D. 1222-10-2 du Code de la santé publique

### Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l’article R2191-60 du CCP (nantissements ou cessions de créances)

Monsieur le Directeur de l’établissement de transfusion sanguine d’Ile-de-France, Stéphane NOËL

### Représentant du pouvoir adjudicateur pour l’exécution du Marché et ordonnateur des paiements

Monsieur le Directeur de l’établissement de transfusion sanguine d’Ile-de-France, Stéphane NOËL

### Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire

Madame l’Agent comptable secondaire de l’établissement de transfusion sanguine d’Ile-de-France (cf. coordonnées à l’article 4.4.1)

### Imputation budgétaire

Budget propre de l’EFS

# DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR *(PARTIE A COMPLETER PAR L’EFS)*

**La présente offre est acceptée**

En ce qui concerne la totalité du Marché

Elle est complétée par les annexes suivantes :

Annexe n°… relative aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres (ou OUV6-OUV7) ;

Annexe n°… relative à la mise au point du Marché (ou OUV11) ;

Autres annexes *(À préciser)*.

A Ivry-sur-Seine, le

La représentante du pouvoir adjudicateur

Laure Bourguignat

Directrice par intérim de l’EFS Ile-de-France

1. Ne pas remplir lorsque les règles de TVA intracommunautaire prévoient le paiement de la TVA par l’acheteur. Dans ce cas, celui-ci doit indiquer son numéro d’identification au candidat avant la date de facturation. [↑](#footnote-ref-1)